

LE CONCEPT “NORD-SUD” AU TOGO, UN INSTRUMENT COLONIAL AU CŒUR DES CRISES SOCIOPOLITIQUES (1884-2009) : ENJEUX, CRISES ET IMPACTS SUR LA CONSTRUCTION NATIONALE

Bassa Ezzo TCHANGAI

Histoire contemporaine à l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Atakpamé

ORCID iD : 0009-0009-7920-4340

essotchang@gmail.com

Résumé : Les maux de la colonisation chez les peuples dominés ne sont plus à démontrer. De tous ces impacts déplorable, l'instrumentalisation des peuples à travers le principe de *Divide et Impera*¹ constitue aujourd'hui une gangrène qui remet constamment en cause les efforts de la réconciliation et de l'unité nationale au Togo. En effet, au lendemain du traité de protectorat (5 juillet 1884), les administrateurs allemands, ont entrepris de classer les peuples togolais parfois sur la base des clichés racistes et eurocentriques. Ils créent au Togo, deux concepts antagonistes, le “Sud” et le “Nord” ainsi que les complexes y afférents. S'inscrivant dans la continuité de leurs prédécesseurs, les administrateurs français tirent matière en s'alliant aux moins hostiles contre les plus hostiles à leur projet, visant à chaque fois l'intérêt de la métropole. L'objectif de la présente analyse est de contribuer à la construction de la nation togolaise en expliquant les causes profondes de la rivalité, notamment les rivalités ethniques et sociopolitiques entre le “Nord” et le “Sud”.

Mots-clés : Concepts “Nord-Sud”, instrumentalisation des peuples, enjeux et impact, réconciliation nationale, Togo.

THE CONCEPT “NORTH-SOUTH” IN TOGO, A COLONIAL INSTRUMENT AT THE HEART OF SOCIO-POLITICAL CRISES (1884-2009): ISSUES, CRISES AND IMPACTS ON NATIONAL CONSTRUCTION

Abstract : The ills of colonization on dominated people are undeniable. Of all these deplorable impacts, the instrumentalization of people through the principle of *Divide and Impera*[1] is today a gangrene that constantly challenges the efforts of reconciliation and national unity in Togo. Indeed, in the aftermath of the Protectorate Treaty (July 5, 1884), German administrators undertook to classify Togolese peoples sometimes based on racist and Eurocentric stereotypes. They created two antagonistic concepts in Togo, the “South” and the “North” along with the associated complexes. Following the steps of their predecessors, the French administrators draw material by allying themselves with the less hostile against the most hostile to their project, always aiming to serve the interest of the colonial power. One after the other, the two colonial powers succeeded in opposing the “South” and the “North” fostering, hatred, resentment and rivalries that continue to fuel the socio-political crises in Togo. The objective of this analysis is to contribute to the building of the Togolese nation by explaining the root causes of this rivalry, particularly the ethnic and socio-political rivalries between the “North” and the “South”.

Keywords : Concepts “North-Sud”, instrumentalization of people, issues and impact, national reconciliation, Togo.

¹*Divide et Impera* ou « divisé pour régner » est une vieille pratique colonialiste grecque qui assurée la victoire à Philippe le Grand de la Macédoine face aux citées emblématique que furent Athènes et sparte. Hellens qui remonte.

Introduction

Les crises sociopolitiques qui minent la vie politique au Togo trouvent, en bonne partie, leurs explications dans le passé colonial. Au cœur de ces crises se trouvent deux bloc ethniques opposés, mieux instrumentalisés : le "Sud" et le "Nord". Il s'agit aussi de deux régions géographiques, aux réalités controversées. Le "Sud" ouvert à la mer, présente des plaines fertiles et arrosées. Il est plus équipé en infrastructures, abritant Lomé, la capitale, le monopole politique et économique du pays. Le "Nord" cependant, est enclavé et accidenté, avec des sols pauvres et moins arrosés. Face à ce constat, les colons allemands, dépositaires du concept "Nord/Sud" ont qualifié le sud du pays de « Togo utile » et le nord de « Togo inutile », et donc exclu des dynamiques de modernisation (E. Assima-Kpatcha, 2013). Quels sont les critères qui ont participé à la délimitation du "Nord" et du "Sud" du Togo et quel est l'impact de l'instrumentalisation des peuples de ces deux régions sur la construction de la nation togolaise ? Pour mener à bien cette analyse, des questions subsidiaires sont élaborées pour élucider la principale préoccupation : Quels sont les principaux critères qui ont poussé les Allemands à la délimitation du "Nord" et du "Sud" du Togo ? Quel est l'impact de l'instrumentalisation des peuples du "Nord" et du "Sud" du Togo sur la construction nationale de 1960 à 2009 ?

À la lumière de la problématique posée, il ressort que les concepts "Nord" et "Sud" ; "Nord inutile" et "Sud" utile au Togo, sont une construction des Allemands. Les haines, rancœurs et les divisions sur fond de clivages ethniques, entre le "Nord" et du "Sud", au lendemain des indépendances, résultent de l'instrumentalisation dont ces deux peuples ont fait l'objet, dans le passé colonial, de la part des Allemands et surtout des Français. L'objectif de la présente analyse est de contribuer à une véritable construction de la nation togolaise en expliquant les causes profondes des rivalités, notamment les rivalités ethniques et sociopolitiques entre les peuples du "Nord" et ceux du "Sud".

La méthodologie appliquée dans cette analyse est historique et comporte quatre étapes essentielles : la mobilisation de la documentation, le traitement de l'information par la double opération critique : externe et interne, l'extraction des faits historiques et l'organisation de ces faits en un corpus scientifique. Ces gymnastiques propres aux sciences historiques permettent aux lecteurs d'apprécier et de vérifier le rôle joué par les colonisateurs allemands et français dans la construction des stéréotypes et clichés xénophobes, dans la construction des haines et conflits entre les peuples du nord et leurs frères du sud. La collecte documentaire a orienté les recherches vers les archives et les ouvrages, notamment les ouvrages publiés et les travaux de recherche.

Plusieurs auteurs togolais se sont aussi intéressés à la question des rivalités "Nord/Sud". N.L. Gayibor (1997), analyse l'Histoire togolaise sous la domination coloniale ; K. Kouzan (2010), aborde la politique coloniale d'équipement au Togo comme vecteur, d'une économie orientée ; N. Labante (2010) évoque la place de diversité ethnique dans la construction nationale ; B. Tcham (2010), s'intéresse au régionalisme, notamment à la perception de la question Nord/Sud dans l'histoire des Togolais ; T.G. Tété-Adjalo (2007) cherche à comprendre si la question Nord-Sud au Togo est vraie ou fausse ? En ce qui concerne les bornes chronologiques, l'année 1884, et le 05 juillet marque la signature du traité de protectorat par lequel le Togo est devenu la colonie de l'Allemande (N.L. Gayibor, 1997, p.13). Dépositaires des concepts "Nord" et "Sud" du Togo, les Allemands ont choisi de débiter l'implantation des infrastructures indispensables à la colonisation au "Sud" (route, chemins de fer, bâtiments administratifs, écoles, etc.). Pendant ce temps, le "Nord",

jugé hostile et ses peuples “moins civilisés”, subissait des séries de repressions et des déportations forcées de ses bras valides pour la mise en valeur du “Sud”.

Au regard du cercle vicieux des violences sociopolitiques qui remettent en cause les efforts de réconciliation, le Gouvernement togolais met en place, à la suite de l'Accord politique globale (APG), signé le 20 août 2006 à Ouagadougou, la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR) le 25 février 2009². Pour P. Kpakpo (2016, p.61-62), « (...) Les travaux de la CVJR ont participé à un début de la catharsis nécessaire à la réconciliation nationale ». Pour cette évidence, l'année 2009 est choisie comme borne supérieure de la présente analyse, date qui marque le recours à l'histoire togolaise pour mieux comprendre les crises sociopolitiques qui minent son unité. La période d'analyse de la CVJR, 1958-2005, nous semble peu pertinente pour comprendre les fondamentaux des clivages ethniques et sociopolitiques, des conséquences de l'instrumentalisation coloniale des peuples togolais. La présente analyse, en débutant en 1884, en mettant un accent sur les clivages ethniques “Nord-Sud”, se veut une contribution de plus à la compréhension du passé togolais. Le travail est organisé suivant trois axes : le Concept “Nord-Sud”, naissance et justification ; la question du “Nord-Sud” sous les administrations coloniales allemandes et françaises ; les principaux impacts des rivalités “Nord-Sud” sur la construction nationale.

1.L'administration coloniale allemande au Togo et les concepts du “Nord” et du “Sud”

La colonisation et les luttes pour l'indépendance de la colonie togolaise ont engendré des crises sociopolitiques sur fond de clivages ethniques. L'un des tout premiers clichés de division des peuples togolais est la création des concepts du “Nord” et du “Sud” par les Allemands.

1.1 La création du territoire togolais par les Allemands

Le pays souverain dénommé aujourd'hui Togo doit son existence et sa dénomination aux Allemands. La naissance du Togo a été un fait du hasard, un coup de force de l'Allemagne et une habileté de sa diplomatie. Une pure création de l'Allemagne, comme le souligne, M. Buchner³, « une possibilité (...) inattendue, sans mandat comme sans préparation, et pourtant réalisée dans la plus parfaite sérénité (...) » (N.L. Gayibor 1997, p 9). En effet, l'aristocratie de la côte du futur Togo, les Cambacérès altiers d'Aného étaient partagées entre la France et la Grande Bretagne, deux grosses pointures de l'impérialisme, qui convoitaient le no man's land situé du Kéta britannique, à l'ouest, à l'Agoué français à l'est. Grâce à leur influence de puissance militaire d'alors, les Allemands sont parvenus à signer un traité de protectorat avec quelques dignitaires éwé de la côte, représentants du roi Mlapa de Togoville, le 5 juillet 1884 sur la plage de Baguida. Par cet acte rendu officiel, Ernest Falkenthal, premier commissaire impérial allemand au Togo, entreprit en juin 1885, la délimitation des frontières du Togo-Allemand. En effet, partis de la côte, les Allemands ont signé plusieurs traités de protectorat avec les chefs des tribus. La pacification prit fin en 1902 à cause de la résistance des peuples guerriers du Nord (N. L. Gayibor, 1997, p.22). Au total, une superficie d'environ 90.600km² fut conquise et répartie en six circonscriptions administratives, affectée, chacune de postes secondaires, comme l'indique le tableau ci-après.

² Décret n° 2009-046/PR du 25 février 2009, portant création de la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR).

³ Max Buchner était un membre de la mission Nachtigal.

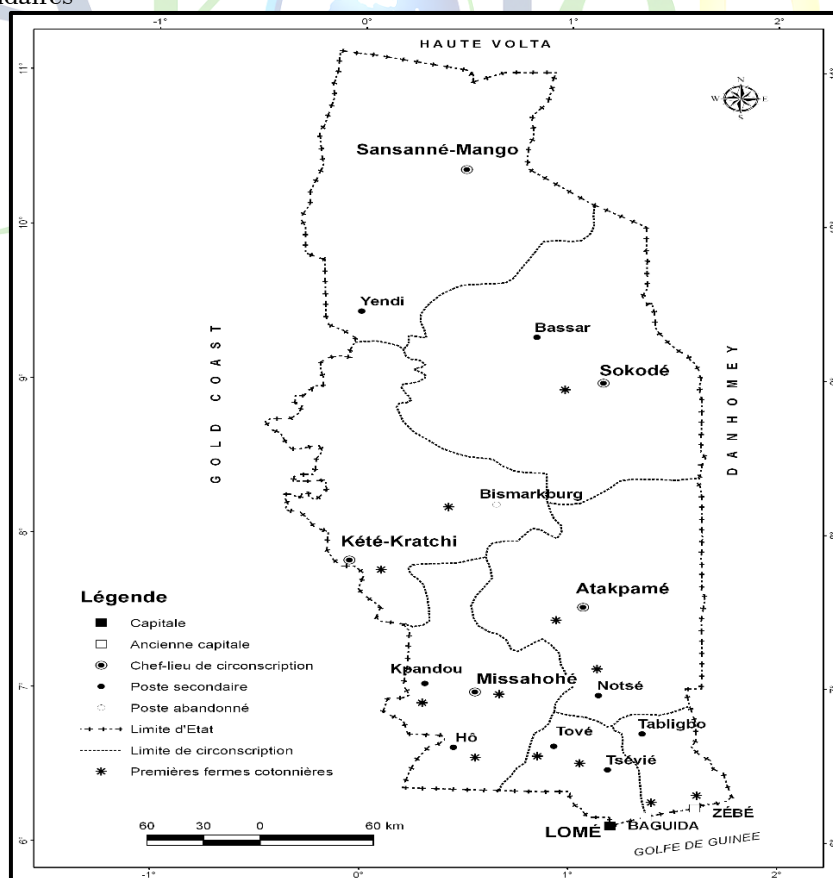
Tableau n°1 : Les principales circonscriptions administratives du Togo-allemand et leurs postes secondaires

Circonscriptions	Dates de création	Postes secondaires
Circonscriptions du sud		
Lomé-ville	1905	Tsévié et Tové
Lomé-campagne	1905	Tabligbo
Missahöhe	1890	Ho et Kpando
Atakpamé	1898	Notsé
Circonscriptions du sud		
Kété-Kratchi	1894	Bismarckburg
Sokodé	1898	Bassari
Sansanné- Mango	1896	Yendi

Source : B.E. Tchangai (août 2026).

Comme on peut le constater sur la fig 1, le Togo-allemand comptait quatre circonscriptions au sud et trois au nord.

Fig 1 : Carte administrative du Togo-allemand présentant les principales circonscriptions le leurs postes secondaires



Source : B.E. Tchangai (sept, 2014).

Le Togo allemand est vaste. On peut y distinguer le sud, le nord, l'est et l'ouest. Pourquoi alors une opposition du "Sud" au "Nord", au grand dam du centre, est et ouest ?

1.2 Création du concept "Nord-Sud" sous l'administration coloniale allemande

Plusieurs aspects auraient poussé les Allemands à distinguer le "Sud" du "Nord" Togo : la "civilisation", les atouts économiques (mer, regroupement des peuples, conditions agricoles favorables, richesses minières, etc.), les atouts humains (hospitalité et ouverture des peuples aux autres civilisations). En effet, très tôt, les Allemands ont été séduits par la côte et le Sud du Togo. Les peuples de la côte qui avaient plusieurs siècles de contacts avec les Blancs ont été qualifiés « d'"évolués", de plus avancés dans la civilisation »⁴. Les métis et les cadres qui savaient déjà lire et écrire ont été associés à l'administration de la colonie. Ils étaient selon, R. Adjavon (1989, p.12), « (...) Des bourgeois issus de grandes familles comprenant des planteurs, des commerçants, des employés du secteur privé et public, ainsi que des ouvriers hautement qualifiés (...) » En dehors de cette qualité humaine qui suscite respect et considération, la région méridionale dispose de réels atouts économiques. Au regard surtout de ces atouts économiques (agricoles, miniers, commerciaux et humains) que recèlent le Sud du Togo, les Allemands ont qualifié cette zone de "Togo utile", par opposition au "Nord" supposé "inutile". Ainsi ont-ils choisi d'entreprendre le développement de la colonie par le Sud, par une main d'œuvre levée au Nord. (N. Kakou, 2007, p.19)

Le "Nord" en revanche, moins doté que le "Sud" a suscité moins d'entrain au début de la colonisation. Difficile d'accès, à cause de son relief accidenté, les sols peu fertiles, et rocaillieux par endroit, cette zone ne présageait pas une exploitation facile. En outre, les peuples du "Nord", restés à l'écart des grands courants de civilisations européennes et musulmanes (exception faite aux Kotokoli du centre, et à d'autres peuples islamisés qui ont pactisé avec les Allemands), étaient qualifiés de "frustres", de "rustres", d'"attardés" (N. Kakou, 2007, p.20). A ce mépris induit par leurs traits naturels, s'ajoute la haine suscitée par leurs résistances à l'implantation européenne sur leurs terres. Parlant de la fierté et de l'insoumission de ces peuples guerriers du Nord, R. Cornevin (1988, p.184), écrit :

« Il a fallu dix-huit (18) ans à l'autorité allemande pour pacifier complètement le Togo (...) Sur ces 25 tournées de police (...), huit concernent le pays Kabré, cinq les Moba, Gourma et Natchamba, trois les Konkomba, trois les Bassari, trois les Dagomba, trois les collectivités dépendantes du royaume de Tchaoudjo (...) »

L'Allemagne, considérant les "tributs" du Nord encore « remuantes », interdit par l'ordonnance du 05 octobre 1907, l'accès du Nord-Togo aux voyageurs, commerçants et missions européennes » (R. Cornevin, 1988, p.86). Cette décision eue comme sérieux impact, le faible développement du Nord par rapport au Sud. Les puissances coloniales se souciaient peu des de l'éthique et de la stigmatisation de leurs sujets, moins encore de leur dignité quand il question d'exploiter les ressources. Bafouer un peuple, le déplacer, l'exploiter à toute fin économique ou stratégique, relevait de l'ordre normal de la colonisation. Ainsi sans se soucier des conséquences postérieures, les peuples du "Togo inutile" ont été exploités dans la mise en valeur du "Togo utile"

⁴ AN. SOM. Togo : A P. carton 2706, dossier 3, pp.9 et 13.

2. La question du "Nord-Sud" sous les administrations coloniales allemandes et françaises

La question du "Nord-Sud" au Togo a connu plusieurs variantes.

2.1 La question du "Nord-Sud" sous l'administration coloniale allemande

Les Allemands n'ont pas caché leur option, celle de mettre un accent sur la mise en valeur des potentialités économiques du Sud. Le Sud du Togo a pris alors une avance considérable sur le Nord, tenu éloigné par la précarité des voies de communication et la pauvreté de son sol. En termes d'équipement au Sud, les Allemands ont mis en place un réseau routier, le wharf et les chemins de fer. En 1913, sur les 1215 km de routes carrossables au Togo, 694 km sont enregistrés dans le cercle d'Anécho ; 145 km à Lomé ; 151 à Atakpamé ; 150 à Misahöhe ; et 120 à Sokodé. Toutes les lignes de chemin de fers sont concentrées au Sud : la ligne des cocotiers, Lomé-Anécho, inaugurée en 1905 ; la ligne du cacao, Lomé-Kpalimé en 1907 ; la ligne du coton, Lomé Agbonou en 1911. (K. Kouzan, A. Bafei, 2024, p108). Le constat est le même dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le Togo allemand comptait trois écoles primaires publiques. La première est créée en novembre 1891 à Anécho et transférée plus tard à Zébévi ; la deuxième en 1902 à Lomé et la troisième à Sokodé en 1912. Cette dernière, l'unique construite au Nord qui a duré que deux ans. A côté de ces écoles officielles on notait des écoles confessionnelles dirigées par les religieux, l'école d'agriculture de "Nuatja" (Notsé) en 1908, l'école professionnelle de Lomé en 1903 et le cours de perfectionnement (Fortbildungsschule) en 1911 (K. Kouzan, A. Bafei, 2024, p109). L'implantation des écoles de mission suit le même schéma et se situent au Sud puisque qu'une ordonnance du 20 septembre 1907 prévoit la fermeture du Nord-Togo et une deuxième ordonnance du 5 octobre 1907 fait des cercles de Sokodé-Bassari et Mango-Yendi une région « fermée » où il fallait une autorisation du gouverneur pour s'y installer. Il faudra toute l'insistance des sociétés missionnaires allemandes pour ouvrir le cercle de Sokodé aux catholiques et celui de Yendi aux protestants. L'implantation tardive des missionnaires de la Société du verbe divin (SDV) à Alédjo en 1913 s'inscrit dans ce contexte (Cornevin, 1988, p. 190).

Comme on peut le constater, l'effort est presque exclusivement appliqué à la zone sud du Togo et le nord du territoire est à peu près délaissé. Sokodé est la seule ville du nord à compter une école officielle. On comprend aisément le retard qu'accusera cette région sur le reste du territoire. Cette école ne fonctionna pas longtemps, car c'est au cours de sa troisième année d'existence qu'éclate la guerre qui allait mettre fin à la présence allemande au Togo. Sur le plan sanitaire, en dehors du poste vétérinaire installé à Sansanné-Mango pour donner des soins aux populations, toutes les autres structures se retrouvaient au sud. Des unités de santé dans toutes les circonscriptions du Sud : Anécho, Palimé, Atakpamé et Lomé. À Lomé, l'hôpital de la reine Charlotte, construit par la Croix-Rouge, était presque achevé en 1914 (Cornevin, 1988, p. 190). En revanche, les Allemands se sont désintéressés du "Nord" où tout investissement était jugé inutile. Toutefois, après la répression sanglante des peuples résistants (1896-1902) l'Allemagne s'est engagée à asseoir son autorité à travers des mesures drastiques. On assiste dès lors aux abus des chefs locaux établis, à travers des brimades, expropriations, répressions, migration forcée de personnes, etc. (B.E. Tchangai, 2019).

La fermeture du Nord à la civilisation européenne n'a pas pour autant empêché l'exploitation de ses bras valides pour la mise en valeur du Sud. En effet, à première vue, l'unique opportunité exploitable dans la partie septentrionale semblait être son potentiel

humain, « (...) une population agricole et travailleuse » selon les termes de Kersting⁵. Perçue comme une main d'œuvre quasi-gratuite, les Allemands n'hésitèrent pas à l'exploiter dans l'organisation et la structuration du "Togo utile", à travers la mise en place des infrastructures. (Gayibor 1997, p. 61), (Pierre Ali-Napo, 1997, p. 5). L'astuce trouvée était de faire d'une pierre plusieurs coups : « Traquer les supposés récalcitrants et rebelles du Nord et les déporter dans "les villages de redressement" (Verbesserungsdörfer), pour à la fois pacifier le Nord et réaliser, dans les zones de colonisation, la mise en valeur du no' man's Land dégagé de Sokodé à Nuadja. A cet effet, le Gouverneur Von Graf Zeich a créé, en 1903, deux villages de "redressement" pour les condamnés de droit commun : l'un à Kolonaboua (actuel canton d'Aouda, au Sud de Sokodé) et l'autre à Chra (Wahala). La période allemande au Togo a été pour les peuples du Nord, notamment les Kabiyè-Losso, des périodes de grandes souffrances. C'est d'ailleurs pour cette raison que leur défaite, face aux troupes alliées en 1914, a été célébrée avec faste dans le district de Lama-Kara (B.E. Tchangai, 2021, p.252). La question du "Nord-Sud" au Togo a été plus accrue sous l'administration française.

2.2. La question du "Nord-Sud" au Togo sous l'administrations coloniale française

La défaite des Allemands en 1914 a été diversement saluée sur toute l'étendue du territoire, dans le Togo français. Les peuples du "Sud" accueillent à bras ouverts la France comme des libérateurs. Les peuples du "Nord", en revanche, ne voyant pas de différence entre ces deux types de blancs (Allemands et Français), affichent aussi leur hostilité à la France.

-Les Français collaborent avec les peuples du "Sud", exploitent et répriment les peuples du "Nord" (1915-1944)

Au sud, bien qu'étant les principaux bénéficiaires des multiples réalisations allemandes, des notables et cadres ne cachent pas leur enthousiasme à l'idée d'être colonisées par la France. En janvier 1919, Amoussou Bruce déclare à juste titre :

« Les jeunes aiment bien l'administration anglaise, car ils font ce qu'ils veulent, mais les gens sérieux aiment mieux l'administration française. Celle-ci est plus ferme : elle ressemble à l'administration allemande, qui nous a fait du bien mais qui était trop brutale. Vous êtes plus paternels, et vous permettez aux indigènes de travailler librement, ce que les Allemands ne voulaient pas. » (N, L. Gayibor, 1997, p.113)

Le 10 novembre 1919, le roi de Glidji et les notables du clan Adjigo d'Aného, témoignent leur attachement à la France par le télégramme suivant :

« Nous, représentants des familles qui, depuis 1870 [sic], ont toujours demandé la protection de la France, qui ont signé en 1885 protectorat que nous considérons toujours en vigueur, n'ayant jamais cessé rester Français, avons appris avec joie entente conclue remettant le Togo à la France. Stop. (...) Demandons prise de possession rapide par la France en vue organisation administrative et économique permettant prospérité du pays (...) » (N, Gayibor, 1997, p. 113)

⁵A.N.T/ Lomé-2APA Cercle de Sokodé dossier 8, Lettre du commissaire de la République Bonnacarrère au ministre des Colonies du 17 mai 1929.

Face à de tels aveux, des notables et cadres du Sud se montrent disponibles à collaborer avec la France. Saisissant la balle au bond celle-ci, au départ, n'hésita pas à associer cette élite du Sud à l'organisation administrative de la colonie. Parmi les dignitaires coptés par la France pour la formation du premier conseil des nobles, la toute première marche de l'échelle politique, on cite :

« Andréas Aku et Robert Baéta, Messieurs de Medeiros, Dote Mensah, Kuacoon Forson, Ludwig Occansey, Van Lare, Théophilus Tamakloe, Octaviano Olympio, Thimothéo Agbetiafan Anthony, Félicio de Souza, Augustino de Souza, le chef Abraham Adjallé et Messieurs Alfred Acolatsé, Emmanuel Ayivi Adjavon, Alex Acolatsé. (R. Adjavon, 1989, p.12)

Cependant, dans les cercles du nord, l'annonce de l'arrivée des Français fut sans effet. On assiste au piétinement de l'autorité des chefs établis et au rétablissement de l'ordre précolonial (B.E. Tchangai, 2020,). Cette situation défiant l'autorité des nouveaux maîtres du Togo irrite A.W. Merlaud-Ponty, le gouverneur de l'AOF. Ainsi écrit-il :

« (...) Les cercles du Nord-Togo ont été signalés de tout temps comme hostiles à toute domination européenne (...) aucune bonne volonté sincère n'est à attendre de la part de ces tribus très frustres, naturellement protégées à l'indépendance. Seul un contact fréquent et des tournées de police répétées pourraient parvenir à maintenir l'ordre et la tranquillité en pays kabré (...)»⁶.

Il ressort clairement que, pour les Français aussi, les peuples du Nord étaient des "frustres" qu'il fallait administrer par la force. En effet, après avoir maté les poches de rébellion dans ces cercles du nord⁷, les Français procèdent à la réhabilitation de l'autorité des chefs. Tout contrevenant ou récalcitrant s'exposait désormais à de graves sanctions dont la déportation. Aux vues de ces mesures, on peut bien admettre que les Français ont recréé dans ces cercles l'organisation qui existait, celle établie par leurs prédécesseurs Allemands (C. Kakou, 2007, p. 144). Le projet allemand de mise en valeur des terres vides⁸ du centre et du sud-Togo par les Kabiyè, Nawda et Lamba du Nord a visiblement séduit les Français⁹. Convaincu au départ qu'aucune personne ne serait volontaire à quitter son pays¹⁰, l'administration française du recourir à la force. Interpelé pour usage abusif de la force dans le déplacement de cinquante (50) hommes pour la fondation du village de Kolonaboua en 1925, Coez, l'administrateur du cercle de Sokodé, écrit au commissaire Bonnacarrère¹¹, « (...) Il y'a lieu de les désigner d'office, si l'on tient à voir se peupler les régions riches du territoire »¹².

⁶Rapport (S. d.) No. 717, lettre du 15 mai 1916.

⁷De toutes les révoltes, celle menée par le Féticheur Soulou Bali dans la subdivision de Lama-Kara a le plus inquiété l'administration française.

⁸Les terres vides encore qualifiées de "terres vacantes", de "no man's Land".

⁹Il faut souligner que le déplacement arbitraire des peuples "indigènes" n'est pas une pratique nouvelle chez les colons français. Ils ont eu une large expérience dans la l'émigration forcée de milliers de voltaïques et des Mossis vers le projet cotonnier de la boucle du Niger, les caféiers et cacaoyers de la côte d'Ivoire (Lucien-Brun 1987 : 96). Il s'agissait là des pays de l'AOF où la France avait les mains libres. L'exploitation du Togo et des Togolais se complexifie à cause de la supervision de la SDN. Il fallait donc trouver des arguments convaincants pour obtenir l'autorisation de la SDN.

¹⁰A.N.T. / Lomé-2APA Dossier 8 Cercle de Sokodé. Colonisation des terres par les Kabiyè et Losso.

¹¹Auguste Bonnacarrère, commissaire de la république française au Togo (1922-1931).

¹²A.N.T./Lomé-2APA Lettre du 17 avril 1926 adressée au Commissaire Bonnacarrère.

L'argument officiel, pour justifier l'émigration Kabiye-Losso, avancé par la plupart des responsables administratifs et relayés ensuite par plusieurs auteurs, est le surpeuplement biologique des populations paysannes, entassées au Nord de la Kara et "affamées sur les rochers" ; des peuples rebelles, (...) (Lucien-Brun, 1987, p. 76). Leur dépeuplement visait donc, le soulagement de la région de la Kara de la forte pression démographique, face à des sols assez dégradés, puis l'occupation et l'exploitation par ces populations paysannes, du vide qui existait entre les circonscriptions de Sokodé-Bassari et celle d'Atakpamé voire Notsè. (B.E. Tchangai, 2014) En une trentaine d'années (1925-1956), la politique de colonisation des terres neuves a entraîné, la création de soixante-onze (71) villages avec plus de 6 000 familles descendues du Nord (Lucien-Brun, 1987, p. 98). Jusqu'à la création de l'Union des chefs et populations du Nord (UCPN en 1951), contrairement à la politique d'approvisionnement menée au Nord¹³, la France tout comme l'Allemagne, ont mené une politique d'association au Sud. Dénonçant la gestion inique des peuples de la colonie, Maman Fousséni, un des cadres et défenseur du Nord-Togo écrit :

« (...) Les travaux les plus pénibles nous étaient réservés (...) Il faut le dire franchement cet état de choses s'est créé et maintenu grâce à l'indifférence, voire la bienveillance tacite des deux administrations successives, si bien que nos compatriotes du Sud n'ont fait que profiter, ce qui est légitime, d'une situation créée pour eux, mais par d'autres. »¹⁴

Dans le même sillage, P. Ali Napo (1995, p. 2002), souligne :

« Le rapprochement obligé et autoritaire des peuples a été opéré dans l'inégalité entre les composantes dont les unes (celles du Nord) devaient travailler seulement sur les chantiers, tandis que les autres (celles du Sud) pouvaient bénéficier de quelques éléments du progrès techniques et culturels apportés par la colonisation. Cette situation a été dommageable pour les futurs togolais : relations difficiles, méfiance réciproque, déchirure entre les composantes ethniques, etc. »

T.G. Tété-Adjalo (2007) abordant la même question "Nord-Sud", abonde dans le même sens que Yagla et localise les origines de cette dernière dans la géographie, l'anthropologie et l'histoire coloniale. La conférence de Brazzaville (1944) et la lutte pour l'indépendance au Togo, ont porté un coup dur à la collaboration entre la France et le sud.

-Lutte pour l'indépendance et fin de la collaboration entre la France et les cadres du Sud

La sagesse africaine qui avertit que les haines les plus empoisonnées naissent sur de vieilles amours (C. H. Kane, 1961), peut bien s'appliquer au Togo, notamment à l'évolution des relations entre les cadres du Comité d'unité togolais (CUT) et l'administration coloniale française au lendemain du départ du gouverneur Lucien Montagné¹⁵ du territoire togolais (B. E. Tchangai, 2019, p.376). Plusieurs auteurs inscrivent, à bonne raison, cet antagonisme dans le contexte des luttes nationalistes pour l'indépendance du Togo. Cependant, parmi les témoins qui ont vécu de près la brouille entre les deux parties se trouve le médecin de la famille Sylvanus Olympio, le docteur Robert

¹³ Exception faite au pays Kotokoli du centre.

¹⁴ Discours de Mama Fousséni, Secrétaire Général de l'Union des chefs et populations du Nord Togo à Messieurs les membres de la Mission de visite de l'ONU, le Progrès, Octobre 1952.

¹⁵ Lucien Montagné fut selon Robert Adjavon (1987), un grand ami de Sylvanus Olympio.

Adjavon. Selon ce dernier, à la suite de la rupture des relations entre le gouvernement de Vichy et le Royaume-Uni, on procéda à la chasse aux sorcières dans les colonies françaises. Ainsi au Togo, on arrêta et déporta à Djougou, dans le nord du Dahomey (Bénin), tous les ressortissants anglais et ceux qui s'opposaient au régime de Pétain. C'est dans ce contexte, souligne-t-il, que fut arrêté et déporté Sylvanus Olympio (R. Adjavon, 1989, P. 15). Du retour de son incarcération arbitraire, Sylvanus Olympio changea de position vis-à-vis de la France et de son administration. La grande amitié se mua à la haine, une grande haine partagée par les autres cadres du comité qui n'hésitaient pas, tout comme leur leader, à afficher leur antipathie et adversité à l'administration française. En effet, au lendemain de la conférence de Brazzaville (de 1944), les notables du Togo (jadis acquis à la cause française) disent "non" à la communauté que la France proposait désormais à ses colonies. A la question du Gouverneur J. Noutary « *voulez-vous être citoyens français, togolais ou citoyens de l'empire français ?* » la réponse du chef Dorkenoo d'Aképé fut sans appel, « nous sommes nés au Togo, nous sommes togolais. Nous ne demandons pas autre chose » (N.L. Gayibor, 2013, p.195). Dans la même logique, Sylvanus Olympio ajouta : « Nous voulons rester togolais, et nous ne voulons pas avoir le statut d'européen (...) Nous voulons évoluer dans notre cadre, ici (...) » (N.L. Gayibor, 2013, p.195). Le ton était donné et le gouverneur Jean Noutary¹⁶ connaissait la cause de ce revirement. Selon lui, Sylvanus Olympio est le principal artisan du divorce entre les cadres du sud et la France. A son sujet et au sujet de son parti, le CUT, créé en avril 1946, il écrit :

« (...) l'Agent général de l'UAC pour le Togo et le Cercle de Kéta (Gold Coast), M. Sylvanus Olympio est, sous le couvert d'Augustino de Souza, président du Conseil des notables de Lomé, le véritable chef de "l'Unité Togolaise". C'est lui qui, par son intelligence et sa valeur personnelle qui sont réelles, et par le poids que lui donne l'importance de sa maison, dirige en fait ce parti dans un sens anti-français. D'éducation anglaise, Sylvanus Olympio, qui ne nous avait pas beaucoup aimés, est devenu, depuis que le gouvernement local l'a maladroitement interné en novembre 1942, un de nos plus irréductibles ennemis (...) »¹⁷

Les adversités entre les deux camps se sont multipliées jusqu'en 1951. Le succès du CUT aux élections législatives de 1946, permit à Sylvanus Olympio de dénoncer amplement l'action française au Togo à l'ONU. Face à son radicalisme et sa détermination à combattre par tous les moyens la colonisation française la France cherchait par tous les moyens à le détruire et à démystifier son mouvement. Le gouverneur J. Noutary qui a enduré les premières affres de ce mouvement anti-français ne manqua pas de proposer à sa hiérarchie, des stratégies à adopter en vue de son anéantissement.

« Le personnage ne pourra être déboulonné que si l'UAC le remplace à la tête de sa maison. Tous les indigènes qu'il tient à l'heure actuelle par des prêts usuriers ou par des avances de marchandises se retourneront contre lui, et la masse qui le craint, mais le déteste profondément, l'accablra. (...) En définitive, seul Sylvanus Olympio est dangereux ; sans lui, l'"Unité Togolaise" serait facilement orientable et réductible. Car, je le répète, ce mouvement, réduit à lui-même, n'est guère dangereux pour la souveraineté française (...) ».¹⁸

Il n'était pas facile d'anéantir un leader politique qui suscitait une forte adhésion nationale à travers la revendication légitime de l'indépendance et de la liberté totale (*Ablodé Gbadja*). La mobilisation et le ralliement de la jeunesse aux idéaux du CUT devenait de plus en plus visible. La création et le succès de la JUVENTO, le parti de la jeunesse togolaise en

¹⁶ Jean Noutary fut le Gouverneur français au Togo de 1944-1948.

¹⁷ Archives nationales françaises, cartons 3279, Rapport n° 67/APA du 13 Septembre 1946, du Gouverneur Jean. Noutary, pp. 4-5.

¹⁸ Archives nationales françaises, cartons 3279, Rapport n° 67/APA du 13 Septembre 1946, du Gouverneur Jean. Noutary, pp. 4-5.

1951 ne fut pas une surprise. Il faut aussi souligner que le PTP était un parti élitiste majoritairement composé de cadres du Sud. L'adhésion des populations du Nord à ce parti se limitait à quelques chefs traditionnels et à leur entourage qui n'avaient aucune emprise sur l'orientation des débats dans le parti. Les revendications de l'indépendance et le sentiment anti-français du CUT étaient au départ bien accueillis dans les cercles du Nord. Aux élections du 10 novembre 1946, les électeurs du cercle de Lama-Kara ont majoritairement choisi le Dr. Martin AKU du CUT au détriment de Nicolas Grunitzky du PTP. Quelques jours plus tard, dans le cadre des élections législatives du 8 décembre 1946, les populations de Lama-Kara confirment leur option indépendantiste en accordant leur vote à cinq députés du CUT, à savoir Agba Marcel, Bodjona Ali, Looky Zakari ; Tchédre Yao et Walla Robert (Bograh, 2003, p.32). Les successeurs du gouverneur Noutary se devaient de trouver des approches idoines pour la continuité de la souveraineté de la France sur le territoire togolais. Henri Cédille¹⁹, tente sans succès un rapprochement avec le leader du CUT. Yves Digo²⁰ pour sa part opte pour le durcissement de ton et l'anéantissement de ses adversaires. Ce dernier est, d'après plusieurs auteurs, la cheville ouvrière du rapprochement de la France des cadres du nord à travers la création du parti Union des chefs et population du nord (UCPN) en 1951.

-La création de l'UCPN et début de la collaboration entre la France et les cadres du "Nord" (1951-1960)

Ignorés et méprisés durant des décennies, les peuples du "Nord" se révèlent à la France comme une carte maîtresse pour asseoir sa domination sur la colonie togolaise. En effet, selon W. Yagla (1978, p. 67), « l'UCPN dont la définition restrictive est plus que révélateur est l'œuvre du gouverneur Y. Digo, qui s'est illustré particulièrement par son opposition aux rassemblements et aux actions des mouvements à caractère nationalistes et anti-français ». Pour l'avoir connu et œuvré à son départ du territoire togolais, R. Adjavon (1989, p. 24) décrit de fort belle manière le contexte qui aurait poussé Yves Digo à créer l'UCPN, ainsi que les objectifs qu'il poursuivait à travers ce parti.

« (...) Le contraste entre la fébrilité agressive du sud et la sereine indifférence apparente du nord fournit au gouverneur (Digo) la stratégie à adopter. Réunissant ses collaborateurs directs et les commandants de cercle du nord il leur exposa sa tactique (...) : Réunir en un seul parti tous les chefs et toutes que les populations du nord, quelles que puissent être leur ethnie (...) il suffisait de profiter de n'importe quelle occasion pour dresser les populations du nord contre ces éwé qui se prétendaient d'essence supérieure et qui les méprisaient. Il suffisait enfin de donner à tous les influents des avantages capables de les séduire, au point que ceux d'entre eux qui, pour une raison ou une autre, pouvaient avoir de la sympathie pour les thèses du CUT, fussent contraints d'y renoncer (...) ». (R. Adjavon, 1989, p. 24)

Toutefois, il faut souligner que dans les cercles du Nord, quand bien même les populations ne maîtrisaient pas encore les véritables enjeux des rivalités en cours au sud, entre les "Nationalistes" et la France, elles se sont, dans un premier temps, majoritairement ralliées, aux anti-français. Cette option confirme une fois encore leur aspiration inébranlable à l'indépendance. Le vote pour les candidats du CUT en 1946 au nord, traduit également l'échec de l'administration française à vouloir anéantir, par la force, toute forme de résistance à leur action colonisatrice au Nord. A la grande surprise des populations du Nord, les

¹⁹ Successeur de Noutary, Gouverneur français au Togo de 1948 à 1950.

²⁰ Successeur du Gouverneur Cédille, il administra le territoire togolais de 1950 à 1952.

revendications indépendantistes du CUT en 1947 se muent rapidement aux revendications d'un Etat éwé, "l'Ewéland". Esseulées et marginalisées par cette nouvelle orientation politique des cadres du CUT, la France sous la houlette du gouverneur Yves Digo, retourna astucieusement cette situation à son profit, en regroupant certains cadres du nord pour servir de contrepoids au projet de "l'Ewéland". Dans le même sillage, la France tente de séduire les peuples du nord, en s'intéressant au retard de leur région (le nord) par rapport au sud. Ainsi, observe-t-on dans les années 1950 la construction de plusieurs écoles et dispensaires dans le cercle de Lama-Kara sur la base des fonds FIDES (Toyoyou, 2013, p. 39-42). Ce faisant, l'administration coloniale française œuvre pour un certain éveil de conscience des cadres, dont certains leur servirent de porte-parole contre les revendications des séparatistes éwé.

Le concept "cadres du Nord", dans les années 1950, regroupait les chefs de cantons et de villages des certifiés et quelques rares hauts diplômés des cercles de Sokodé, de Lama-Kara²¹ et de Mango. Parmi l'élite acquise à la cause française, on cite Mama Fousséni, Antoine Méatchi, Dermene Ayeva, Benoît Palanga, Gabriel Tallé, etc. Très tôt, Mama Fousséni, Antoine Méatchi et Dermene Ayeva, se positionnent comme les porte-paroles attitrés, non seulement, de toutes les populations du septentrion, mais aussi de la France. L'UCPN partage la vision de l'indépendance progressive du PTP, rejette le projet de création de "l'Ewéland" qu'il qualifie de raciste, mais surtout, prône le développement du nord sur les plans administratif, infrastructurel et socioculturel (B. E. Tchangai, 2019, p.282) Dans son rôle de défenseur des causes des populations du nord et de contrepoids aux actions du CUT, notamment le rejet du projet de l'Ewéland, l'UCPN a suscité chez les partisans de l'Etat Ewé une haine à l'égard des populations du nord tous azimut. On assiste dès lors à des affrontements nord /sud, comme on peut aisément le relever dans certains propos des leaders des deux camps.

« Dans l'une des justifications du projet "l'Ewéland", S. Olympio déclare sans ambages :
« Nous n'avons jamais demandé l'unification des deux territoires sous tutelle, (...), nous avons demandé l'unification des peuples éwé, non celle des territoires. Nous avons demandé que des gens qui ont la même langue, les mêmes coutumes et le même esprit national soient unifiés. Nous n'avons jamais demandé que les tribus du nord soient également unifiées. Il s'agit là d'une décision qui leur appartient de prendre, (...), notre position est claire à cet égard (...) ». (R. Adjavon, 1989, p. 34-35)

Pour les populations du Nord, comme le commente R. Adjavon (1989, p.34-35) :

« (...) M. S. Olympio est claire : il est éwé, il ne veut être qu'éwé : Il œuvre en faveur des Ewé et ne veut œuvrer qu'en leur faveur. Le reste du Togo ne l'intéresse pas et ne saurait l'intéresser (...), vouloir créer un Etat éwé, c'est vouloir attenter à la vie même des autres membres de la communauté. C'est pourquoi les gens du nord n'ont pas eu tort en s'opposant à la désertion d'une partie des membres de l'association (...) ».

L'antagonisme "Nord-Sud" trouvait aussi une part de justification dans des propos et considérations racistes. L'une des déclarations racistes qui frise plutôt une provocation est rapportée par l'article « Soyons définis » de la presse "Echos du Togo". S'inscrivant dans l'apologie de la civilisation éwé, l'auteur soutient que :

²¹Le cercle de Lama-Kara⁵ comprenait en 1955 vingt-six (26) cantons dont huit pour la subdivision de Niamtougou. Chaque groupement ethnique avait son propre chef supérieur. Celui des Kabiyè était Palanga Grégoire, celui des Losso était Birregah Babaké.

« (...) La culture des Ewé est supérieure et leur sens artistique et d'adaptation plus facile. C'est pourquoi dès les débuts ils avaient carrément pris la tête du pays et absorbé toutes les autres races et, ce, malgré leur infériorité numérique par rapport à l'ensemble des races du Nord. (...)

Il va sans dire que lorsque le pays sera unifié, devenu indépendant,

1. Tout le Togo devra savoir l'Ewé comme langue nationale,
2. La région d'Anécho et les autres villes (Lomé, Tsévié par exemple) qui ont des rapports commerciaux avec cette région devront en plus étudier et écrire le Guen au même titre que l'Ewé,
3. Le Nord-Togo aura en plus de l'Ewé (ou du Guen selon leur choix pour la facilité), le Cotocoli ou le Kabré comme langue propre au Nord (...)»²².

En réaction à ces genres de propos et projets sur la suprématie des Ewé, les cadres de l'UCPN se montrent déterminés à éviter ce que Maman Fousséni qualifie de "colonisation de seconde main". En effet, déclare-t-il :

« (...) Une indépendance à l'heure actuelle, nous condamnerait, nous Togolais du Nord, à une servitude ; ce à quoi nous ne tenons évidemment pas. L'indépendance n'est donc pas souhaitable aujourd'hui. (...) En fait, nous vivons sous une double colonisation (...) il est légitime pour nous de chercher à nous soustraire d'une colonisation de seconde main »²³.

Considéré au départ comme un autre instrument de la France et de ses alliés, les chefs traditionnels, les plaidoyers et justifications des cadres de l'UCPN influencèrent progressivement les populations du nord, notamment les jeunes scolarisés. Ceux-ci en réalité, comme le souligne H. Nimon²⁴, se retrouvaient dans un dilemme, « partagés entre l'envie d'accéder rapidement à l'indépendance aux côtés des nationalistes et l'envie de voir le nord se développer à l'image du sud comme le réclamaient les cadres de l'UCPN. Ainsi, explique-t-il, « (...) Quand les nationalistes s'attaquaient aux Français nous jubiliions et étions prêts à défier la chefferie locale pour les soutenir. Mais dès que la question de l'Ewéland est abordée nous devenions tristes, révoltés, incapables de contredire les leaders progressistes (...) » B.E. Tchangai (2019, p.284). Dans la même logique, D. Kérézoué²⁵, cité par B.E. Tchangai (2019, p.284) souligne :

« Avant les années 1950, les leaders kabiye du CUT étaient considérés comme des héros, à l'image de nos parents qui ont combattu les Allemands et les Français. Avec la revendication d'un Etat éwé et les rivalités nord/sud, les partisans du CUT et de l'indépendance étaient vus comme des traîtres, menacés et contraints au silence (...) ».

Le boycott des scrutins électoraux de 1952 à 1956 par les nationalistes a contribué à la non-visibilité du nationalisme au nord et par ricochet, à la mise en exergue de l'UCPN qui prend le pas sur le PTP en matière de collaboration avec la France. Il faut souligner qu'au cours de cette période, l'UCPN s'est imposé comme le principal parti pro-français en raflant la quasi-totalité des sièges du nord (Toyoun, 2013, p.44-47). Avec cette forte représentation à l'assemblée, l'UCPN a contribué efficacement, comme le souhaitait la France, à faire échec aux projets des nationalistes éwé. En parlant au nom de toutes les populations du nord, elle a contribué à entretenir l'illusion de l'adhésion quasi-totale de ces populations à la cause française (B.E. Tchangai, 2019, 285).

²² « Soyons définis », *Echos du Togo* du 22 août 1952.

²³ Discours de Mama Fousséni, Secrétaire Général de l'Union des chefs et populations du Nord Togo à Messieurs les membres de la Mission de visite de l'ONU, *Le Progrès*, Octobre 1952.

²⁴ Nimon Henri, Instituteur à la retraite, entretien du 09 septembre 2017 à Kara.

²⁵ Kérézoué Datchi, Agent des TP à la retraite, entretien du 01 janvier 2017 à Tchitchao (Kara).

Cependant, progressivement, à partir de 1956, avec la mise en quarantaine de Sylvanus Olympio de la scène politique²⁶ et le relais du nationalisme par la JUVENTO, la question de "l'Ewéland" fut bannie et l'accent mis sur l'unification des deux Togo et l'indépendance immédiate. La victoire des "Nationalistes" à la suite des élections législatives anticipées du 27 avril 1958 a donné lieu à un règlement de comptes. C'est le mouvement des « *abloré sojà* », la milice nationaliste qui s'est illustrée par des actes de violences de vandalisme à l'égard des pro-français. Pour décrire le mal opéré par ce mouvement, R. Danioe (1994, p.168) écrit : « *Là où les ablorés sodja passent les personnes et leurs biens trépassent* ». Décrivant le climat social sous l'ère d'*ablodé*, Toulabor (1986, p. 20) souligne :

« Les incendies de maisons, les brimades, les bastonnades, la destruction des biens : maisons palmerais, meubles, plantations, les chasses aux sorcières, ont rythmé la vie des populations. Les arrestations et perquisitions étaient devenues monnaie courante. Toute personne soupçonnée d'entretenir des liens avec l'opposition, parfois sans preuves suffisantes, pouvait être arrêtée même au sein du camp nationaliste.

Finalement, l'hostilité vengeresse à l'égard des Progressistes qui avait commencé en 1958 s'est poursuivie par-delà la fête de 1960 et ne prit fin qu'avec le coup d'État militaire du 13 janvier 1963 (KADANGA, 2008). Malgré la proclamation de l'indépendance du Togo, célébrée le 27 avril 1960, malgré les emblèmes nationaux invitant à l'unité et à la construction nationale, les rivalités "Nord-Sud" restent encore visibles dans le Togo postcolonial.

3. Les principaux impacts des rivalités "Nord-Sud" sur la construction nationale

Plusieurs crises sociopolitiques postcoloniales au lendemain des indépendances trouvent leurs justifications dans le passé colonial, notamment dans les haines et rancœurs "Nord-sud", enrichies par l'Allemagne et surtout la France. Le coup d'État du 13 janvier 1963 ayant occasionné la mort du président Sylvanus Olympio ; les violences des années 1990 marquant le début du processus démocratique ; les crises électorales et post électorales sont autant de déchirures du tissu social qui gangrènent l'unité nationale au Togo.

3.1. L'assassinat du président Sylvanus Olympio en 1963

Dans son discours, à l'occasion de la proclamation solennelle de l'indépendance du Togo, Sylvanus Olympio alors Premier ministre de la République togolaise disait en substance : « Les vieilles querelles tribales, les vieilles animosités de familles doivent définitivement disparaître. De l'océan aux frontières du Nord, de l'Akposso au Mono, le Togo doit être un, libre et fier » (Cornevin 1988, p.313). Contrairement à ce discours d'apaisement, dans les faits, le mouvement "abloré sodja" des "nationalistes" a durablement plombé les chances de la cohésion nationale. Parlant de cette milice, d'Almeida (1998, p. 96), écrit « c'était une milice active sur toute l'étendue du territoire et composée de jeunes partisans nationalistes animés par le désir de régler les comptes aux progressistes pour avoir

²⁶ Guia Migani 2005, « La CEE ou la France, l'impossible choix de Sylvanus Olympio, président du Togo », Matériaux pour l'histoire de notre temps, no 77, 2005, p. 25-31. Accusé et condamné pour trafic des devises, Sylvanus Olympio se voit retirer en 1956, par les autorités coloniales françaises ses droits civiques privés. La lutte nationaliste sera désormais menée par la JUVENTO ²⁷.

collaboré avec les Blancs ». L'omniprésence de la France dans la gestion des affaires du Togo au lendemain des indépendances a entretenu les vives tensions entre le président Sylvanus Olympio et la France. Sa volonté de quitter la zone Franc était un sérieux point de discorde.

Le Président Eyadéma a assumé publiquement la responsabilité du coup d'Etat de 13 janvier 1963 ayant occasionné la mort du président Sylvanus Olympio. Ce coup de force lui a valu autant d'adversité que de sympathie. Sa position en tant que kabiyè et donc du Nord (assassinant un président du Sud) et sa collaboration avec la France a ravivé les clichés ethniques Nord-Sud, vécus durant les luttes pour l'indépendance. Cette nouvelle flamme de haine entre le Nord et le Sud aura pour épiscentre la haine entre Ewé et Kabiyè. Un des grands admirateurs du président Olympio, écrit au sujet de son assassinat :

Pour moi, indubitablement (!), Sylvanus Kwami Epiphany Olympio est non seulement le père de l'indépendance du Togo, mais, de plus, il est le père de la Nation togolaise !!! Et cet homme aura été lâchement (!), froidement (!), gratuitement (!) assassiné au petit matin du dimanche 13 janvier 1963. Lequel assassinat aura plongé la Terre de nos Aïeux dans le borbier où elle patauge encore à l'heure actuelle. Il apparaît dès lors normal, légitime, compréhensible que les véritables tenants et aboutissants, la cause profonde d'un tel abominable et imprescriptible crime (!!!) contre le Peuple togolais soient recherchés et trouvés.²⁷

Sous le régime Eyadéma, beaucoup d'efforts furent enregistrés en termes d'apaisement : l'appel historique du 30 août 1969, invitant tous les Togolais à la réconciliation, la création du parti unique le Rassemblement du peuple togolais (RPT), la lutte contre les impérialistes notamment les Français, à travers la révolution culturelle et l'animation politiques, etc. Toutes ces actions semblent n'avoir pas suffi pour apaiser les rancœurs des nationalistes, majoritairement du Sud. Ceux-ci vont se servir de la pluralité politiques des années 1990 pour s'opposer ouvertement au le régime Eyadéma.

3.2. Les violences sociopolitiques des années 1990 sur fond de clivage ethnique Nord-Sud au Togo

A côté de l'évidence des clivages ethniques Nord-Sud, il faut souligner que la longévité (1967 à 2005) du régime Eyadéma et ses multiples violations des droits de l'homme relevés dans le Rapport final de la CVJR (2013), ont envenimé les rancœurs des peuples du Sud contre le Nord en général et les Kabiyè en particulier. Selon Y. Agbéyibor (1999, p. 184), l'un des farouches opposants du régime RPT, « (...) Cette pratique (la dictature) a conduit à l'asphyxie et à la paralysie du pays et empêché l'épanouissement du peuple ». Parlant du RPT, G. Tété-Adjalo²⁸ (2006, p.31) affirme que : « *Le creuset imaginé se matérialise en un corset, un carcan, un borbier concret (...) Le parti unique est devenu un parti inique* ». Dans le cadre du multipartisme, la plupart des partis d'opposition créés dans les années 1990 sont localisés au Sud, contre le RPT bien implanté au Nord. De tous ces partis, ceux qui se réclament de l'opposition radicale se réclament héritiers du président Sylvanus Olympio et de sa vision. En observant les débats de la conférence nationale souveraine de 1991, les publications dans les presses privées la scène politique des années

²⁷ L'ALTERNATIVE, N°978 du 15 octobre 2021, pp- 1, 3 et 5.

²⁸ L'auteur est un membre de la section France de l'UFC.

1990 ressemble presque aux rivalités politiques entre progressistes du Nord et Nationalistes du Sud des années 1950.

Dans les années 2000, plusieurs autres crises continuent de se rapporter au concept “Nord-Sud” : la configuration et le rôle de l’armée, l’avènement au pouvoir du président Faure Essozimna Gnassingbé en 2005, les crises post électorales, etc.

Conclusion

Les rivalités ethniques et régionalistes qui meublent aujourd’hui les crises politiques au Togo tirent, pour la plupart, leurs origines du passé colonial. Elles sont majoritairement imputables à la France, qui en s’alliant au Sud contre le Nord (1916-1944) et vice versa après (1951-1960), a jeté entre les fils togolais, les graines de la division, de la haine et de la jalousie. Elle a ouvertement poussé les cadres Nord à combattre Sylvanus Olympio, le leader du CUT et chef de file des nationalistes. La proximité du régime Eyadema avec la France, soupçonnée dans l’assassinat du président Sylvanus Olympio, n’est pas un fait mineur. Toutefois, des efforts de politique de réconciliation ont été ébauchés. Même si par le temps, elles se sont révélées vétustes mal ficelées, il faut reconnaître qu’en leur temps elles ont évité le chaos ou brisé l’élan des affrontements. Au finish chaque politique répond à contexte précis, influencée par les idées forces qui ont marqué ses acteurs. La réconciliation nationale est un impératif du vivre ensemble, de la construction et du développement du pays. En 2009, la CVJR a joué un rôle important en recherchant dans le passé les causes de la division entre les Togolais. Elle a proposé dans son rapport final (9013), des pistes pour une réelle réconciliation, entre autres la mise sur pied du HCRRUN. De 2009 à 2026, plusieurs autres crises traduisent le mal-vivre profond au Togo. Il y a nécessité à évaluer la mission de la CVJR et entrevoir d’autres mécanismes d’apaisement au Togo. La déconstruction du concept “Nord-Sud” devient une priorité. Ce concept désuet toujours entretenu par certains politiciens, mérite d’être démasqué. Le Togo est après tout un Etat de droit et le droit dans toute sa mesure devra s’appliquer à tous.

Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —

Références bibliographiques

1-Sources orales

N°	Noms et Prénoms	Statut social	Dates et lieux des entretiens
01	ADJANOU Mawouena	Cadre de l'UFC	01 septembre 2021 à Lomé
02	AKAMA Etsè	Conseiller de l'UFC, Commune Zio1	16 août 2021 A Tsévié (Zio)
03	AMOUZOUVI Kpoyizoun Messanh Jacques	Conseiller de l'UFC, Commune du Golfe IV	11 août 2021 à Lomé
04	Tama Gerry	Président du parti Nouvel engagement togolais (NET)	01 septembre 2021 à Lomé (Agoè)
05	Togbui AGBOTRO LOGBO IV Dzidjoli Koami	Chef canton de	14 août 2021 à Legbassito (Agoè)
06	Togbui HOUNKPETOR IV Dosse	Chef canton de Sanguera	12 août 2021 à Sanguera (Agoè)
07	Togbui KPODO-DRA IV Hola Victor	Chef canton de Togblékopé	14 août 2021 à Togblékopé (Agoè)

Archives Nationales du Togo

2APA, Cercle de Dapaong

Dossier 16 : Documentations sur les partis politiques : JUVENTO, UCPN.

Dossier 18 : Rapports de réunions de l'UCPN.

2APA, cercle de Klouto

Dossier 23 : Rapports sur les activités et manifestations du CUT.

Dossier 73 : Préparation du 1er congrès statutaire du RPT du 12 au 14 novembre 1971.

Dossier 262 : Situation politique nationale et internationale à travers les articles de presse.

2APA, cercle d'Atakpamé

Dossier 80 bis 3 : Lettres, Langues & Communication

- Situation politique du Togo entre le référendum de 1958 et le coup d'État du 13 janvier 1963.

- Rapports, demandes de réparations des dommages subis par les progressistes au lendemain du référendum du 27 avril 1958.

- Rapport de dédommagements des personnes des personnes victimes des préjudices matériels et corporels au fait exclusif de discrimination politique.

- Procès-verbaux relatifs aux incidents politiques (bagarres, menaces, assassinat, destructions de biens) survenus dans les localités de Blitta, Anié, Ountivou, Avété, Atakpamé) après le référendum du 27 avril 1958.

Dossier 84 : CUT, activités de section locale Atakpamé. Enquêtes de l'administration sur les réunions et le comportement de certains membres du parti.

Dossier 87 : Actes du 8ème congrès national tenu à Bè du 9 au 10 avril 1960.

Dossier 87 bis : Affaires politiques : incidents à Blitta : coups et blessures sur la personne du député Antoine Méatchi par les militants CUT dirigés par Moussa Patin.

Dossier 88 : Rapports sur les relations conflictuelles CUT/UDPT à Atakpamé.

2APA, cercle Lama-Kara

Dossier 5 : statut de l'Union des chefs et populations du nord (UCPN) Procès-verbal de la réunion des chefs du nord et fraternité togolaise.

2APA, cercle Mango

Dossier 36 : Affaires politiques : dossiers de groupements politiques JUVENTO, CUT et UCPN. Diverses associations, des syndicats de fonctionnaires et de la jeunesse de la région Mango

Textes et rapports de la République

Références bibliographiques

- AGBA, C. K. (2009). Ministre avec EYADEMA, la Rose bleue, 428.
- AGBOBLI, K. E. (1987). Vingt ans avec le général Eyadéma, 1967-1987, Edition Trévisé, 240.
- AGBOBLI, A. K. (2007). Sylvanus Olympio, le père de l'indépendance togolaise, Lomé, graine de pensées, 290
- AHAT²⁹ (2015). Manuel d'Histoire du Togo, des origines à 2005, PUL, Lomé, 244.
- AJAVON, R. (1989). Naissance d'un Etat africain, Le Togo, Territoire pilote, lumière et ombre, 1951-1958, Lomé, NEA-Togo, 336
- BATCHANA, E. (2012). La presse privée face à la transition démocratique au Togo (1991-1993), in *Educom*, n° 0022, 35-59
- BATCHANA, E. (2013). Le Togo face au défi de la construction nationale : comment l'ethnie et la région déterminent-elles le comportement des électeurs togolais (1958-2007), JRS de l'UL, Vol.15, 1727-8651
- BATCHANA, E. (2013), Ablodé, Ablodé Gbadja, symbole d'une indépendance manquée au Togo ? L'exemple du cercle de Klouto, chef-lieu Kpalimé », in *les indépendances en Afrique*, Presses universitaires de Rennes, <http://www.openedition.org/6540>, p. 231-251
- BARRIGAH, N. (2013). « Comment faire aboutir un processus de réconciliation nationale dans les pays sortant d'un conflit ou d'une crise ? », Commission des Affaires Politiques Strasbourg,
- CORNEVIN, R. (1988). Histoire du Togo des origines à nos jours, paris, académie des sciences d'outre-mer, Paris,
- DOSSEH-ADJANON, B. A. (1993). : le Togo en marche vers la démocratie, Editogo, Lomé, 120
- FEUILLET, C. (1976). Le Togo en général, la longue marche de Gnassingbé Eyadema, Afrique Biblio Club (ABC), Paris.
- GAYIBOR, N. L. (2010). « Des défis de l'écriture d'une histoire nationale en Afrique : l'exemple du Togo », *Histoires nationales et/ou identités ethniques, un dilemme pour les historiens africains ?* L' Harmattan, 25-40
- GAYIBOR N. L. (2011). Histoire des Togolais. Des origines aux années 1960.
- Tome 3 : Le Togo sous domination coloniale, Presses de l'UL, Lomé.
- GNANE, N. M. (2018). « Mutations politiques et médias : une analyse du nouveau paysage médiatique togolais », in *Communication en Question*, 2306 -5184.

²⁹ Association des historiens et archéologues du Togo (AHAT).

- GUIA, M. (2005), « La CEE ou la France, l'impossible choix de Sylvanus Olympio, président du Togo », Matériaux pour l'histoire de notre temps, no 77, 25-31
- GLIGBE, M. K. (1993). Vivre le multipartisme à Lomé (1946-1963) : le PTP et le CUT, Mémoire de maîtrise en Histoire, Lomé, UB,
- KADANGA, K. (2007). Formations associatives et politiques au Togo de 1990 à 1991 : Approche historique, Presses de l'UL, Lomé
- KADANGA, K. (2007). « Elections et violences au Togo : le scrutin du 27 avril 1958 à Atakpamé, » in, Annales de la FLASH, Université d'Abomey-calavi, n° 13 décembre, 36-60
- KADANGA, K. (2008). « La question des réparations des violences politiques du 27 avril 1958 au 13 janvier 1963 à Atakpamé » in, Cahiers du CERLESHS, n°29 Presses de l'Université de Ouagadougou, 1007-128
- KADANGA, K. BATCHANA, E. (2015). *Elections et violences politiques en Afrique Noire, Enjeux et Défis : Cas du Togo après 1990*, Presses de l'IRES-RDEC, Lomé-Togo ISBN : 978-2-7466-7716-6, 4^e trimestre 2014.
- KADANGA, K. BATCHANA, E. (2015). Relations à plaisanterie et développement endogène de l'Afrique, Presses de l'IRES-RDEC, Lomé-Togo,
- KOUZAN, K. (2006). Infrastructures sociales et capacités africaines d'appropriation au Togo (1946-1966), thèse de doctorat en histoire, Université de Lomé.
- KOUZAN, K. (2010). « La politique coloniale d'équipement au Togo, vecteur d'une économie orientée (1884-1960) », Histoires nationales et/ou identités ethniques, un dilemme pour les historiens africains ? L'Harmattan, 09-238.
- KOUZAN, K. BAFEI A. (2024). « Colonisation et inégale répartition des infrastructures socio-économiques au Togo (1884-1960), Ziglobitha, ISSN-L2708-390X, eISSN 2709 2836, No11, Vol 1, p.101-116
- LABANTE, N. (2010). « Diversité ethnique et construction nationale : l'exemple du Togo à la veille de l'indépendance », Histoires nationales et/ou identités ethniques, un dilemme pour les historiens africains ? L'Harmattan, 85-208
- KOU MANTIGA, B. (2013). Le parti unique et la question de l'unité nationale au Togo de 1961 à 1990, Université de Kara - Maîtrise ès Lettres Sciences Humaines, 120
- Meba, P. (2014). Processus démocratique, Elections et violences politiques à Blitta de 1990 à 2005, mémoire de maîtrise UK
- QUANTIN, P. (2004). Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations. Paris, L'Harmattan,
- RAMBAUD, B. (2012). « La presse écrite togolaise, acteur et témoin de l'ère Eyadema (1967-2005) », *Transcontinentales*, 57-76
- SINCLAIR, M. (2015). What we have learned : Principles of truth and reconciliation,
- TALAKENA, A. B. (2005). Constitution togolaise ensanglantée, Ed. Akpagnon,
- TCHANGAI, B.E. (2019). « Piya Hodo, la désillusion de l'administration coloniale française en pays kabiyè (1916- 1957) », in la Recherche en Afrique : retro-vision et vision pour l'émergence du continent, l'Harmattan, paris, 267-296

- TCHANGAI, B.E. (2020). « Le parti Union pour la république (UNIR) sur l'échiquier politique du Togo : Contexte et enjeux politiques de 2012 à 2020 », Lomé, Presses de l'UL, 597-614
- TCHANGAI, B.E. (2022). « Soulou Bali, un symbole de la résistance à la colonisation française en pays kabiyè (Togo) 1914-1916 », Institut National de la Recherche Scientifique (INRS), Vol 16, n°2– Juillet, 248-263
- TOULABOR, C. M. (1986). Le Togo sous Eyadema, Karthala, Paris
- WIYAO, E. (1997). 13 janvier 1963, 13 janvier 1967 pourquoi ? Lomé, NEA,
- YAGLA, O. W. (1978). L'édification de la nation togolaise, éd L'Harmattan, Paris,
- KANE C. H. (1961). L'aventure ambiguë, Julliard, Paris,
- KITISSOU, M. L. (1978). Naissance d'une intelligentsia africaine : le cas de la côte du Bénin, thèse de doctorat en histoire, tome I et II, Université de Bordeaux III,
- SIMTARO, D. L-K. (1982). Le Togo "Musterkolonie" : Souvenir de l'Allemagne dans la société togolaise, thèse de doctorat en études germaniques, Aix-en-Provence
- TCHAM, B. (2010). « Régionalisme et histoire : la perception de la question Nord/Sud dans l'histoire des Togolais », Histoires nationales et/ou identités ethniques, un dilemme pour les historiens africains ? L'Harmattan, 265-288
- TÉTÉ-ADJALOGO, T. G. (2007). Le Togo. La vraie/fausse question Nord-Sud, Éditions Haho.



Revue Scientifique des Sciences du Langage,
— Lettres, Langues & Communication —